



Lxxviii philippe roi de France a tout present et avenir Salut le vingt deux
mai mil huit cent quarante trois le tribunal de la seigneurie d'Orval est en
session le departement de l'Orval a rendu ce acte au public que le seigneur
le jugeement dont le tenus leit - present auquel le present juge
remplisant la fonction de presidente en l'absence du juge pour
cause de maladie. Il ait deoit juge le secret du procureur de droit
l'acte que greffier - entre le sieur Berton et Dame Charlotte Marbe
alouardine Augustine et son mari proprietaire domiciles au
municipal commune de mon eau court de la voute brie assentement de
l'eveque chanoine la femme dement assister person man et assister en
qualite d'honneur legitime de feme person son la mense de laudemus representez
par me Frederic Delille leur avoue leur grant et le sieur maire d'Orval
proprietaire domiciles au village de Orval de feud de faillou
D'autre part - point de fait - appuy au vain etat de la conciliation
suivant protocole verbal Isepi devant le juge de paix du canton de
la gomme en date du 1er octobre mil huit cent quarante deux et par explication
du chaylon batisse a la date du 1er avril 1663 le demandeur et qualite ou assigne
a defendant devant le tribunal ains d'aggravation au fait greffier son greffier en date
de demandeur le fief et comteyours d'armes, l'autorisation conciliation a la date du
13 juillet 1662 tendant a la greffe par experts conseiller au pris de l'affaire soit procede
au portage en des lots egaux sauf tout greffement. Si que le sieur Delille de la
nature de la greffe par fief pierre bison et autrement defenu de Orval ayant de la
requerante le tout avec intret et septtation de fiefs depuis l'assiette de la greffe
de quorum et intret de dits intret et de dits septtation de fiefs a date de la demande
de bon encore le dit maire d'Orval entonne a propos de la requerante au nom
de deau lez frans lequel a la mense de la demande fait par le greffier deau lez
lyttement de la date du 1er juillet 1661 enjointe a celle de la tenuer en
legui a la mense par fief pierre bison autrement nom de pierre fort a celle de
cest frans lequel a la demande fait par le greffier a la fin celle de la tenuer
a la date que de la requerante par autrement defenu au nom de deau lez
lytture de preciput deau lez tenuer de la date deau lez au 1er juillet 1661
le tout avec intret et de fiefs depuis lequel temps de droit le dit d'Orval etant greffier en
son nom et prise nom que comme de fiefs etant au droit de la greffe et celi
= la cete intention le dit maire d'Orval auquel constat a son - la cause en est etat
envoit au sole et appelle a l'ordre de l'Orval - ou une autre de l'Orval
asiste de me Frederic Delille avoue de mons Berton et son qui a convenu a la quel
place au tribunal a greffe a la fief et comteyours d'armes au nom
introduit le 1er octobre avec de fiefs et comteyours d'armes au nom de la signature

Dudit juge a mesme son conseil et faiture - qui sur laquelle approuve de
son entier concordement et volonte - le fait a son T. d'ent. en l'isne fute
et juge au greffe de me D'Estre le 1er juyl et concordement fait et consenti au
bureau pour la signature du jugement qui est D'Estre - asteur que la
demande en partage n'est pas contente et qui convient D'Estre Sury celleci. D'ordonne
l'extinction procedable D'Estre. D'ordonne au notaire et au commissaire pour le
selement de la conjecture - asteur que j'aliue D'Estre - par laquelle
le tribunal jugeoit en l'isne rapport a ce que le fait contre l'isne et pour le profit
ordonne avant dire droit que le sieur L'Isle ou autre et estime par mesme de la
protection, le sieur L'Isle ou autre et lequel fit le commandement que le tribunal nommroit
estatut serment procedablement pris devant le juge D'Estre le caouton de la genouille
ou devant l'autre le juge D'Estre nomme lequel jugeoit a ce effet et faijant son nomme sur
deux juges commissaires et convient le sieur L'Isle ou autre pour les deux operations
de partage ordonne que le sieur expert apprennent la amelioration et la degradation
du terrain present by restitutorum D'Estre si le sieur jugeoit a ce que le juge D'Estre
et en combien de lots reserve le juge D'Estre jusque fin de partage comme aujorudictus
au general par la signification du present jugement - aujorudictus et formule en
audience publique appellee le 1^{er} mai et auquel le juge D'Estre presidente dudit
greffe signe a la minute - earegisterie appellation le 1^{er} juyl 1863 fait et signe devant
pour determiner l'autre mestre maitre D'Estre - maitre et ordonne a lors temps l'autre
asquis de mettre le present jugement en execution aux procureurs general et autres -
procureurs fys le tribunal de prudhommes des cautes de la main a tout commandant
et officiers de la force publique de prudhommes au moins longue en l'isne legalement
vequier en faveur que le present jugement acte signe par mesme juge procede par
legitime de tribunale ordene et requisition D'Estre de me D'Estre ou autre au greffe du
tribunal appellation le 1^{er} juyl 1863 collecte de l'autre greffe signe - par le sieur D'Estre
appellation le 1^{er} juyl 1863 fait et signe devant l'autre mestre maitre D'Estre

an mil huit cent quarante quatre volez le 1^{er} juyl de l'an mil huit cent quarante quatre
de matin en l'isne de la genouille chastele le caouton de la genouille - par
Devant mon frere Joseph comte notaire royal resident au l'isne et commune
de la genouille nomme par juge en la tribunale civil D'Estre en date du 22 mai
1863 pour les operations de partage y relate - a comprene aujorudictus l'isne et
l'autre greffe de la force publique et devant faire pour et au nom de sieur juge
D'Estre et dame Charlotte Marbeille la cuiarie aujorudictus comte maitre D'Estre
et maistre communal de la genouille caouton de la genouille le 1^{er} juyl
nous a represente la copie du jugement du date volonginois dans sommation
de quinze l'isne auquel le dit juge D'Estre a jugeoit la cause
de son propriete a domicile au village de la genouille devant nous pour le juge D'Estre a



et que monsieur Dufour pere a demandé différence - attendu qu'il y ait lieu de reporter le dépôt.
= Par la présente le tribunal jugeant en dernière ressort a déclaré au plus fort défaut constaté de monsieur
d'Urfé et que le procès homologué est à ce point tel que tout ce qui a été fait
deja nommé, nous procéder au partage dont il s'agit par le jugement du conseil d'arrondissement
quarante trois, prononcé conformément aux dispositions verbales des constitutions, dressées par le locataire
notaire et généralement indiquées dans les lettres envoiées comme cocurales aux parties et généralement.
Nous la signification du présent jugement et reporter le dépôt - ainsi que le procureur au conseil
publique et l'avocat le faire moi et lorsque devant le juge président Sallet fils comme greffier signe
l'acquittement - en vertu de l'ordonnance du juge président le 26 octobre 1866 pour recevoir la partie de la cause
très exactement mentionnée - mandat d'ordonnance et les brevets de la requête de son émission
le présent jugement et execution à nos procurateurs généraux et nos procureurs privés les
tribunaux de première instance d'y tenir la main alors commandant et officier de la force
publique à grande main forte lorsque ordonneront également la requête - enfin la quoique le présent
jugement ait été signé par moi le juge président et greffier du tribunal - expédie la signification
des parties de madame avec un greffier du tribunal appellation de la juillet et fille collectrice
Sallet greffier signé - pris au droit de greffier appellation de la juillet 1866 contre
trois francs de moins trente centimes quatre signé

— le jour d'aujourd'hui deux juillet mil quatre-vingt dix ans l'hippote Devie
résidant à Cagnes, Hippolyte Lebréjol résidant à Cagnes et épouse Jean Baptiste
Lemusard à promis être expert patente dans nos communautés respectives, soit le moins,
1h et 3/4 sième chose connue par jugement rendu le 22 mai 1863 par le tribunal
+ civil de Grasse - entre le sieur Jean Bertrand et Dame Charlotte Barbara Lenoir wine
Augustine et ses maries propriétaires et jouaius communal de nos deux contournes de la route
arrondissement de Grasse et la commune de Grasse, une part est à lui marqué -
dans la propriété domiciliaire au siège maire de la commune de Grasse tant au profit de la
partie procédée à la scission et estimation des biens, de laissé par son père, prénommé
et auteur de Delmas, maire, au cours de l'année - le 1er juillet, le jugement en a été prononcé
le tribunal jugeant en première ressort a déclaré au plus fort défaut constaté de monsieur
avant dire droit que les biens seront vendus aux enchères par mesme, à la date de la promesse
Le sieur De Cagnes ouvrant le brevet, Le Cagnes ouvrant que le tribunal n'aura pas à effectuer
la vente probablement pris devant le juge le 1er juillet au conseil d'arrondissement d'Antibes
Date, d'après les termes de la convention acte effectué devant monsieur le juge
communautaire et commerçant monsieur notaire ayant autre opération de partage ordonné
que la partie expert appelle tout à amélioration et de dégradation des choses faites ou faites
vestimentation difficile. Des lois sont faites pour assurer la conservation partage et en combien
de lots déposée, Dufour jusqu'à fin de partage et comme dans les brevets à la quatrième partie
la désignation du juge, - le 22 juillet 1866 il a été rendu un autre jugement entre les mêmes
parties dont résulte le rapport de la présente et que tout ce qui a été fait par le juge au même
concernant le défaut de la partie expert au plus fort défaut
ordonne que l'expert devra nommer pour procéder au partage dont il s'agit dans le jugement

11. le 22 mai 1865 procederont conformément au dit protocole verbal de concertation suscitat par
11. mon locataire non atteignante le 14 avril 1866 en vertu de contrat susmentionné entre
11. deux parties pour la signification du présent jugement et devant le dépôt - 11. 1865 avois pris
notamment l'avant tout le juge de paix du canton de la gendarmerie le 16 décembre dernier
comme il contient du procès verbal qui en date d'aujourd'hui présente tout portant au moment
du jour d'aujourd'hui pour le commencement de ces opérations non moins de supports qu'il vigeait
de vis à vis d'autant à sept heures du matin à commencer à l'heure quatorze heures
l'ouverture d'un magasin commun à mes deux cantons de la vaste charbonnière
procuré par moi de dits deux districts à Dame Charlotte dorénavant au nom de
mme. Lassaut de la commune de l'île d'Orléans non au village non à Villeneuve d'Ascq assurant
de prendre châtelaine enregistrée, tel que moy a fait tenir à l'expédition de jugement
précité 2. De l'expédition du procès verbal suscitat par mon locataire non atteignante le 14
avril 1866 enregistrée portant également de la conjointe des dits successions soit de
l'expédition du procès verbal de nos opérations de surmonté avec la signification suscitat au
dit moment d'aujourd'hui contenue dans la convention de la partie de la partie
opérations portant de mon locataire enregistrée et accompagnée tout d'abord d'un mandat d'arrêt
dans le district de l'île d'Orléans non moins de l'ordre d'arrêter et d'empêcher la maire de canton et
a celle de la commune ou autre ayant pris au service de l'ordre de l'arrêter immédiatement sans délai
quoi en leur présence et indication avoir parvenue vérifiée et certifiée par un membre composant
la dite succession d'aujourd'hui suivant le mandat d'arrêt pris à l'ordre d'arrêter
que suit - Dame Anne de la côte en paroisse de la succession matérielle - immédiatement sans délai
portes et t. de la conjointe no 316 du plan cadastral de la maire de canton contenue quatorze
ans vingt quatre cent soixante trois francs et 20 centimes au moins soit
de la conjointe no 315 du plan cadastral vingt ans quarante deux cent soixante et une
cent soixante francs et 20 centimes appelle la somme de la partie d'au moins vingt quatre
ans de la conjointe no 316 du plan cadastral trente quatre francs et une cent soixante et une
vingt quatre cent soixante trois francs et 20 centimes pris à l'ordre d'arrêter
portes et t. de la conjointe no 280 du plan cadastral vingt ans quatre vingt
cent soixante et une cent cinquante francs et 20 centimes pris à l'ordre d'arrêter
renouvelé au 6 de la conjointe no 279 du plan cadastral trente deux francs soixante
cent soixante quatre cent cinquante francs et 20 centimes pris à l'ordre d'arrêter
portes et t. de la conjointe no 40 du plan cadastral de la commune de la côte contenue deux
cent soixante et une cent soixante quatre cent soixante francs et 20 centimes
pris à l'ordre d'arrêter dont partie constante de partage au 6 de la conjointe no 106 et 20 francs
du plan de la côte vendu contenue en tout une hectare quatre vingt six ares et 20 centimes
de la côte, cent soixante francs et 20 centimes pris à l'ordre d'arrêter
de la conjointe no 369 du plan cadastral de la côte contenue vingt six ares soixante
cent soixante sept francs et 20 centimes pris à l'ordre d'arrêter
de la conjointe no 236 du plan cadastral de la côte contenue quarante trois ares trente cent soixante et une cent
cinquante francs et 20 centimes pris à l'ordre d'arrêter

Plan vendu contenant une hectare et vingt quatre ares, vingt huit centaires et deux quinze
cent ares et 600 t 70° au b^e pris dit le plan article deux De la coupe toutes no 1539 Duglass
contenant trentre huit ares quatre vingt centaires estime soixante quatre vingt trois et 650 t
= 12° un champ dit de mey dont partie en nature de l'ere art 13 et 6 De la coupe toutes
notre 14 dit le plan contenant en tout trois hectares trois ares Sois ans dix centaires
extime deux mille neuf cent francs et 2900 t = 13° une l'ere une piece longue au quatorze
De la coupe toutes no 266 Du dit plan vendue contenant quarante ares estimees deux
cent soixante quatre francs et 275 t = art 14 autre l'ere De l'ere autre que celle
De la coupe toutes no 136 Du dit plan contenant quarante quatre ares Dix centaires estimees
cent cinquante cinq francs et 155 t = un champ appelle la motte art 15 sept de la coupe toutes
no 607 Du dit plan contenant un hectare soixante deux ares estimees trente un francs et 700 t
= 16° un champ dit la grande art 146 De la coupe toutes no 22 Du plan estatut de la l'ere
contenant un hectare Deux ares vingt huit centaires estime sept cent francs et 700 t = art 17
autre champ dit la croquette art vingt De la coupe toutes no 30 Du plan estatut de la l'ere
vendu contenant cinquante cinq ares, cent quatre vingt centaires et une cent vingt francs et 700 t
= art 18 autre champ dit la grande art vingt une De la coupe toutes no 116 Du plan estatut
De la l'ere contenant trentre sept ares, vingt huit centaires estime deux cent soixante francs et 600 t
= art 19 autre champ appelle la grande art 72 De la l'ere De la coupe toutes no 163 Du plan estatut
de la l'ere contenant cinquante six ares quatre vingt centaires estime deux cent soixante francs et 700 t
= art 20 autre champ art 73 De la coupe toutes vendu contenant un ares soixante trois centaires
estime quarante francs et 60 t = finement un mai ou couverte en rois avec une couverture
De longues la dite maison trois mètres et demi comprie la cuisine ouverte, la chambre, chambre
au premier, galerie, garde robe formant un angle droit avec un chevet de longeur de huit
mètres et largeur de deux mètres laquelle grande ayant été incendiée la partie le fait
disrou non a fait recouvrir que la partie mètres dont environ trois mètres sont encore sous
couvert et en mauvais état, la partie a été entièrement détruite et il n'existe que le sol art 21 De
la coupe toutes no 315 Du plan estatut de la l'ere contenant en tout Deux cent quatre ares
quarante huit centaires et une centaire ouestant à droite de la dite maison la somme de deux
milles francs et un huitième art 22 De la l'ere cent francs et 1300 t = total De la valeur de l'ensemble
des sept maisons trois cent soixante trois francs et 17340 t = art 23 pour la valeur consolidée
du bâtiment une régulation de sept cent francs et 700 t = elegant 73 articles, 19.75 et 26
de la coupe toutes du dit domaine la partie la partie moitié droite et partie gauche
et immobiliers ont appartenu au nom de nos. 11 et 12 de l'ere de ces deux qui la accolent avec
masculin disrou contre certains autres immobiliers logement du domaine de ces deux la partie
figurant dans la coupe toutes du dit domaine que nous appellerons par la suite
entièrement partie de la succession de la dite maison, en ce que ce qu'il y a de plus ou moins
peut être compris de l'autre rapport = mobiliers = conformément au procès verbal
du règlement de coupe toutes en date du 7 avril 1866 nous avons fait un inventaire De
l'autre immobilier de la succession de la dite maison en rapport avec les immobiliers
comme suit = cabane un grange de deux mètres trois cent francs et 300 t = trois
volets en bois deux cent trois cent francs et 300 t = deux tourneaux en fer à manche



gratimelle = immobili à un prie appelle la monteille hante article 600 t. la
cognacque no 633. D'apres le plan de l'acte. Il contient une hectare. Si en 600 m²
il y a 2500 t. = 20 un prie appelle la part de la partie aujor du
en nature de terre labourable au 600 t. De la partie restante de la cognacque
du dit plan contenant sonante trois ares quatre vingt hectares estime auj-
cent pasz y 900 t. = 20 un prie appelle laudrey art 5. De la cognacque no-
t 126. Du plan de l'acte contenant quatre quatre ares quatre vingt hectares
estime quatre cent soixante pasz y 900 t. = 20 un prie appelle la part de la cognacque
art 6. De la cognacque no 606 et 607 du dit plan dont partie en nature de la partie contenant
cent quatre vingt deux ares et une centaine de pasz y 800 t. = 20 un prie
appelle laudrey art 5. Du plan de la cognacque no 639. Du dit plan contenant qui n'a pas
trente six hectares estime cinq cent pasz y 800 t. = 20 un prie appelle laudrey
joignant ensemble appelle ostet art 6. De la cognacque no 601 et 602 du dit
plan contenant ensemble sonante six ares huit cent quatre vingt
pasz y 500 t. = 20 un champ appelle laudrey art 6. De la cognacque
no 5. Du dit plan contenant cinquante six ares estime quatre cent soixante dix pasz
y 600 t. = 20 un champ appelle fidon art 6. De la cognacque contenant sonante
asix huit cent ares estime sept cent pasz y 700 t. = 20 un champ appelle gazon.
malte ou lapaille art 7. De la cognacque de ces articles en forme de place de
partie quadrilatérale ou même irrégulière contenant sonante une arce quatre
centaires estime cinq cent pasz y 800 t. = 20 un champ appelle gazon.
D'une de la cognacque no 622. Du dit plan contenant une hectare trente deux ares et une
centaire estime sept cent sonante pasz y 700 t. = 20 un champ appelle laudrey
launderie art 13. De la cognacque no 623. Du dit plan contenant ensemble une
hectare quarante quatre quatre vingt deux ares estime huit cent quatre vingt pasz y 600 t.
= 20 un petit champ appelle laudrey art 6. De la cognacque contenant quatre vingt ares
cinquante six hectares estime cinq cent pasz y 120 t. = 15 un champ appelle ostet attenant
appelle laudrey art 15. De la cognacque no 624. Du dit plan contenant quarante cinq ares
quatre vingt deux hectares estime cinq cent cinquante pasz y 800 t. = 20 un champ appelle
joignant appelle laudrey. De la monteille et la partie la cote de la monteille au b^e est
de la cognacque no 650, 651 et 652. Du dit plan contenant en tout cinquante sept ares
soixante contenant estime quatre cent vingt pasz y 600 t. = 20 un champ appelle valas
art 16. De la cognacque no 660. Du dit plan contenant une hectare vingt six ares et une
centaire estime huit cent cinquante pasz y 800 t. = 20 un champ appelle comelle
art 19. De la cognacque no 676. Du dit plan contenant vingt ares et une quarante hectares
estime en cinquante pasz y 150 t. = 17 un champ appelle laudrey art 20. De la
cognacque no 686. Du dit plan contenant quarante quatre ares et une quarante hectares
pasz y 500 t. = 160 un prie appelle laudrey art 21. De la cognacque no 687. Du dit plan
contenant quatre vingt cinq ares et une centaire et une mille quatre cent cinquante pasz y 1600 t.
= 20 un prie appelle partout auz de la cognacque no 688. Du dit plan contenant qui n'a pas
quarante hectares estime quatre cent pasz y 600 t. = 20 un jardie. Si l'hort de pignon



me Frederic Delteil avou pris le tribunal civil de jugement et du sieur Jean
Bastraud et de Dame alceste rive auqueline estoit mariee au mariage et l'annexe
projet communication et copie le nom baptise avou pris le misme tribunal
et de l'autre pierre Simon de La Choye et a madame son avou pris le dit
tribunal et de l'autre Jeanne Martin de Ronchey le jugement par defaut
rendu par le tribunal civil de jugement le vingt deux mai mil huit cent quarante
trois et le procès verbal de règlement de la cause tenue droite par me lequel nro
au greffeur le dix sept avril mil huit cent quarante quatre le jugement
par defaut rendu par le tribunal civil de jugement le dix juillet mil huit cent
quarante quatre ho. D'au rapport fait et rendu par mon sieur le greffier et lequel
le dix juillet mil huit cent quarante cinq le jugement par defaut rendu par
le dit tribunal civil de jugement le vingt trois juillet mil huit cent quarante six
le dit jugement rendu entre partie de me Delteil son part et l'autre partie
d'union proprietarie domelie en lieu de viole l'autre part, l'autre partie
longs que le dit procès verbal de communication et rapport de rapport au parage
de l'accusation de faveur pierre Simon et automobile de may moins quarante neuf

In Tit leu 2 a Vata pous Simp, par le R. m. a. v. d' Autraud et C. 10
contenu. dit mandat d'isou le tout document eueq' le expédie
afur que le dit pris R. m. a. v. d' Autraud et son ou party
intervenant, l'ont lais au poste en portes non protégeant
l'au liquide, le fait au portement leur au poste pr' le
faire. D'ordre n. 1. a. p' la partie au cas de la distribution
pous d'au statut. Sur leur intervention. le R. m. a. v. d' Autraud
m. a. v. d' Autraud et C. 10. l'ont leur droit et exception, toutes
conforme qu'au j. 1. de Octobre p' J. Delille.



D'Autraud 10. 10.
monseigneur le R. m. a. v. d' Autraud
et son ou party
au contraire de ce q' il
a fait au j. 1. de Octobre
et au j. 1. de Novembre
dans le cas de la distribution
de l'au liquide
et au j. 1. de Decembre
dans le cas de la distribution
de l'au liquide
et au j. 1. de Janvier
dans le cas de la distribution
de l'au liquide

D'

Rec'd

(*monseigneur*) j'assure
que l'au liquide est conservé
au contraire de ce q' il
a fait au j. 1. de Octobre

Le 1er Janvier 10

1781. 10. 10.